



LA NECESSITE D'ELIMINER LES CONSEQUENCES DE LA CRISE FINANCIERE AVEC DES MESURES ACTIVES AU NIVEAU EUROPEEN AFIN D'ERADIQUER LE CHOMAGE DES JEUNES

Top Dan, Valahia University of Târgoviște, Romania¹

Abstract. Consequences of the financial crisis continues to affect growth and employment in the EU work, although growth is expected to recover gradually in early 2013. EU Youth Strategy aims to create more opportunities and better jobs for young people and promote active citizenship, social inclusion and solidarity. With them are concerned and active measures such as new program for education, training and youth, “Erasmus for all” proposed for the period 2014-2020, will be in the center of the new EU strategy for youth. This program provides a significant increase in funding, which would allow a total of about 5 million people to receive EU grants for education, training or volunteering abroad – almost twice as many by the number present in the programs 2007-2013. This study presents an analysis of these measures and their impact on reducing youth unemployment. Europe must continue a combination of fiscal policies with reliable structural reforms in order to create the conditions for sustainable growth to reduce current levels unacceptably high unemployment, especially among youth.

Key words: *youth unemployment, active citizenship, social inclusion, solidarity, grant program, “Erasmus for all”*

JEL code: K00

Introduction

En raison de leur statut d'entrants sur le marché de l'emploi, les jeunes se trouvent au coeur des mutations contemporaines du travail marquées par la libéralisation des marchés, les multiples pratiques de flexibilité et les nouvelles techniques et technologies de l'information. Leur situation vécue au travail, qui varie grandement selon les contextes nationaux, est l'un des meilleurs révélateurs de la diversité et de la complexité des changements en cours.

Le chômage comme un état de déséquilibre dans le marché du travail montre dans tous les pays d'Union Européenne un excédent de population ouvrière jeune qui ne peut pas occuper ou trouver un emploi.

Chez les jeunes, le taux de chômage (après la statistique d'Eurostat), est de près de 23% dans l'Union Européenne, mais il y a plus de 2 million d'emplois vacants ne peuvent être comblés. L'Europe a besoin d'une réorganisation radicale de la façon dont l'éducation et de formation contribue au développement des compétences requises sur le marché du travail.

¹ Corresponding author – e-mail address: top.dan@gmail.com, telephone: +040722723340



New Challenges of Economic and Business Development – 2013

May 9 - 11, 2013, Riga, University of Latvia

Il s'agit d'un défi ne pourrait être plus difficile dans le contexte des mesures d'austérité généralisées et des coupes dans les budgets d'éducation.

Le taux de chômage comme indicateur qui permet de mesurer l'intensité de chômage calculé comme le rapport entre le nombre de chômeurs et les jeunes comme population de référence relève que actuellement, le taux de chômage chez les jeunes en Europe (conformément au Rapport européen sur la jeunesse 2012) a montré déjà un rapport inquiétant: un jeune sur cinq est au chômage dans l'Union européenne. Une situation spéciale est en Espagne, le chômage chez les jeunes de moins de 25 est de 50%, alors qu'en Grèce, ce taux a atteint 55%. En revanche, peu de gens sont au chômage aux Pays-Bas, l'Autriche et l'Allemagne. Seulement 30% des jeunes étaient au chômage en 2010 ont trouvé un emploi en 2011.

Cette étude présente une vision du point de vue juridique dans le contexte social actuelle. Sans doute que l'économie d'un pays d'être en état d'équilibre sont nécessaires de mesures d'ordre économique relative à la quantité, structure et qualité de ressources humaines comme facteur de travail disponible pour les utilisateurs, mais on doit chercher aussi des instruments législatifs efficaces et toutefois en correspondance avec l'ordre juridique national et communautaire.

On peut discuter des actes juridiques d'application générale (lois, ordonnances, règlements etc.) ou des actes d'application particulière (contrats et accords entre entrepreneur et les fournisseurs de main d'œuvre, contrats d'aide professionnel etc.).

Les États membres ont renforcé les initiatives pour les jeunes dans l'éducation, l'emploi et l'entrepreneuriat.

1. L'éducation des jeunes, une préoccupation majeure pour l'Union Européenne

Un déséquilibre notable du marché de travail manifeste par les jeunes est causé par le manque non seulement d'emplois mais aussi à une formation professionnelle en correspondance avec la structure et la demande sur le marché du travail.

De nombreux diplômés universitaires ne sont pas prêts pour le marché du travail, pas prêts à suivre un cheminement de carrière et ne sont pas bien formés pour le processus de demande d'emploi pour des études de cas ou d'analyse des troubles de résolution. Les employeurs se plaignent qu'ils ont besoin d'au moins trois mois pour préparer les diplômés à des activités qui doivent continuer à travailler, conséquence du fait ce collègue est de moins en moins pratique. Pour préparer les diplômés pour répondre aux exigences des autorités du marché du travail devrait rendre compte des problèmes du système éducatif.

La Commission européenne a lancé une stratégie dite de «l'éducation réorganisation» vise à encourager les États membres à prendre des mesures immédiates pour assurer la formation, les jeunes, les compétences et les compétences nécessaires sur le marché du travail et à atteindre leurs objectifs en termes de croissance et de création emplois. La stratégie, «L'éducation réorganisation» visant à un changement radical dans les systèmes d'enseignement, axée davantage sur «learning outcomes», c'est à dire les connaissances, les compétences et les habiletés que les élèves acquièrent. Le simple fait d'avoir participé dans le processus éducatif n'est pas suffisant. En outre, se sont considérablement améliorés et des connaissances de base en lecture, en écriture et en numératif et ont développé ou amélioré les compétences entrepreneuriales et de l'initiative.

«Erasmus pour tous», le nouveau programme pour l'éducation, la formation et la jeunesse proposé pour la période 2014-2020 sera au centre de la nouvelle stratégie de l'UE pour la jeunesse. Le nouveau programme prévoit une augmentation importante du financement, ce qui permettrait un total d'environ 5 millions de personnes de recevoir des subventions de l'UE pour l'étude, de formation ou de volontariat à l'étranger – presque deux fois plus nombreux par rapport au nombre présent dans les programmes période 2007-2013.

Pour assurer une plus grande compatibilité avec les besoins d'apprentissage des étudiants et du marché du travail, méthodes d'évaluation doivent être adaptés et modernisés. Il faudrait intensifier l'utilisation des



New Challenges of Economic and Business Development – 2013

May 9 - 11, 2013, Riga, University of Latvia

TIC et des ressources éducatives ouvertes dans tous les contextes éducatifs. Les enseignants ont besoin de mettre à jour leurs compétences par une formation régulière. La stratégie appelle également les États membres à renforcer les liens entre les écoles et les employeurs à fermer les entreprises de la classe et permet aux jeunes de découvrir le monde du travail grâce à l'amélioration des activités d'apprentissage dans un environnement professionnel.

En France, la licence professionnelle est conçue dans un objectif d'insertion dans l'emploi pour des étudiants qui souhaitent acquérir rapidement une qualification professionnelle répondant à des besoins et à des métiers clairement identifiés.

Elle repose sur les principes de la formation professionnelle intégrée en associant étroitement établissement de formation et milieu professionnel pour la conception de la formation, sa réalisation et l'aide à l'insertion.

2. L'adaptation de jeunes diplômés aux exigences du marché – cas de la Roumanie

Le monde économique et professionnel exerce également une pression et une influence importantes sur le devenir des universités et la professionnalisation de ses filières.

Aucun investisseur privé ne parvient pas à améliorer la situation parce que le nombre de nouvelles recrues est très faible, ce qui est produit principalement par l'incertitude économique dans ces pays. En outre, l'augmentation des impôts conduit à une augmentation des coûts de l'emploi formel.

Il y a aussi des raisons subjectives liées au comportement des agents économiques pour l'engagement des jeunes soit à cause de leur manque d'expérience ou qu'ils ne tombent pas dans la discipline de travail. Une solution économique est la formation de jeunes pour travail et la spécialisation dans le domaine de perspective à long. Cette solution doit être accompagnée des actes politiques et aussi juridiques pour être soutenable, par exemple La Stratégie Jeunesse de l'Union Européenne (2010-2018) qui a été adoptée par le Conseil le 27 Novembre 2009. Ses objectifs sont de (1) créer davantage de possibilités et de meilleure qualité pour les jeunes et (2) de promouvoir la citoyenneté active, l'inclusion sociale et la solidarité. Cette stratégie est divisée en trois cycles.

À la fin de chaque cycle est attiré rapport de l'Union Européenne sur la jeunesse en évaluer les résultats et de proposer de nouvelles priorités pour le prochain cycle de trois ans. Si le rapport est adopté par le Conseil, de nouvelles priorités seront applicables à compter de 2013-2015.

Il est essentiel d'adopter une approche de partenariat. Exigé des deux fonds publics et des fonds privés pour stimuler l'innovation et favoriser les échanges fructueux entre les universités et les entreprises.

Dans ce contexte, la Roumanie vise à aligner la législation roumaine avec l'UE besoins en termes de stages pour les jeunes diplômés pour faciliter la transition de l'école au marché du travail par une loi qui prévoit l'organisation de stages dans l'adaptation professionnelle sous contrat pour une période comprise entre six et 12 mois, après quoi les participants seront évalués et obtenir un grade.

Le Contrat adaptation professionnelle sera signé avec le contrat individuel de travail, ce dernier constituant l'annexe. Période d'essai peut être interrompu en cas de suspension de l'ajustement professionnel ou si le stagiaire est en congé de maladie pendant plus de 30 jours.

Une période de probation peut organiser des débuts professionnels, une fois après chaque formulaire de niveau supérieur des études supérieures en droit, sur la base d'un programme approuvé par l'employeur à la proposition de la tête des stagiaires opère.

La poursuite du programme de stage comprend la planification des activités qui seront réalisées, selon les connaissances théoriques et les compétences pratiques acquises pendant la formation.

Pendant les travaux de stage des stagiaires est réalisée sous la direction d'un formateur dans le même département dans lequel le stagiaire fonctionneront désigné par l'employeur des employés qualifiés avec une expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans le stage doit être effectué.



New Challenges of Economic and Business Development – 2013

May 9 - 11, 2013, Riga, University of Latvia

Le formateur doit: coordonne le stagiaire pendant le stage; proposer des moyens de résoudre les œuvres attribuées aux stagiaires; superviser le respect des tâches position correspondante tenu des stagiaires; établir, à la fin du stage, un rapport d'évaluation des stagiaires.

L'évaluation du stagiaire consiste à évaluer l'acquisition des connaissances théoriques et les compétences pratiques nécessaires pour remplir les fonctions liées aux occupations dans lesquelles il a mené adaptation théâtrale professionnelle en fournissant une notation. Cela se fait par l'évaluateur dans les 5 jours après la fin de la période de probation.

L'adaptation des stages professionnels financés peut être fait à partir des sources suivantes: a) Le budget de l'employeur; b) Fonds social européen; c) Le budget de l'assurance-chômage; d) le parrainage de particuliers et / ou juridique

Les compétences professionnelles comprennent la mise à l'ordre du jour de l'adaptation aux exigences du marché.

Il doit être créé une base de données électronique sur le développement de l'offre de compétences et de la demande sur le marché du travail. Cela aidera ceux qui sont intéressés à prendre des décisions au sujet de leur formation professionnelle et de la formation fondée sur la situation actuelle du marché, ce qui augmentera leur employabilité.

Ce site pourrait être utile aux entreprises et les aidera à trouver du personnel qualifié dont elles ont besoin.

Un changement majeur de Code du travail roumain en 2011 est l'introduction de l'enseignement supérieur pour les diplômés de la période de formation

Aussi, en Roumanie, la Loi. 116/2002 sur la prévention et la lutte contre l'exclusion sociale crée des outils importants pour soutenir les jeunes dans le besoin et à risque d'exclusion professionnelle. L'Agence nationale pour l'emploi est tenu d'effectuer un accompagnement social personnalisé pour les personnes âgées entre 16 et 25 ans qui sont dans le besoin et à risque d'exclusion professionnelle afin de faciliter leur accès à l'emploi.

Les jeunes ont droit à des conseils et du personnel spécialiste de la médiation de l'Agence dans la préparation d'un plan individuel de la médiation. Afin d'employer les jeunes peuvent bénéficier d'une mise en place par un employeur agréé par l'Agence en vertu d'un contrat de solidarité. L'employeur a informé l'agence désigne un employeur dont l'offre d'emploi a été choisie comme agence de formation adapté territoriale des bénéficiaires et autres conditions figurant dans le dossier d'enregistrement compilé en tant que demandeur d'emploi.

Les dispositions de la loi no. 76/2002 en ce qui concerne le système d'assurance chômage et de qui régissent les mesures de stratégies et de politiques visant à protéger les personnes des risques de chômage, en assurant un niveau élevé d'emploi et de main-d'œuvre à s'adapter aux besoins du marché du travail, mesures visant à stimuler l'emploi doit tenir compte de «mesures visant à soutenir les personnes en recherche d'emploi et en particulier les chômeurs à acquérir le statut de salarié.

Ces mesures sont destinées, entre autres choses, de l'emploi des personnes à la recherche d'un emploi, aussi que des personnes représentant les diplômés de l'enseignement universitaire.

Les employeurs qui relèvent de l'emploi au cours indéterminée diplômés des établissements d'enseignement sont exemptés pour une période de 12 mois, de paiement vers le budget de l'assurance-chômage et reçoivent dans la même période d'une subvention mensuelle pour chaque diplômé.

La période de crise peut être une motivation supplémentaire pour les jeunes qui peuvent propulser l'entreprise, précisément parce que la situation actuelle rend beaucoup d'entre eux certainement pas à voir la vie dans un emploi.

Malgré les effets négatifs apportés par la crise financière, la situation peut conduire à l'émergence d'idées nouvelles dans les secteurs d'activité sous-exploitées jusqu'ici.

On doit mentionner que la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs met l'accent sur la participation communautaire sur l'emploi des jeunes.



3. L'aide accordé aux jeunes pour une expérience entrepreneuriale

Chez les jeunes le chômage apparaît aussi en raison de la tendance à chercher des emplois rémunérés à des salaires plus élevés.

Les jeunes ne doivent pas voir la crise comme un obstacle, mais plutôt comme générant de nouvelles opportunités. L'existence des programmes pour les jeunes entrepreneurs est une réelle opportunité pour leur préparation dans leur démarche entrepreneuriale, au moins au niveau du savoir-faire et de réseautique de l'industrie.

L'éducation est un élément clé pour créer une société de plus en plus entrepreneuriale mais, pour être réellement efficaces, est nécessaire un vrai compromis des gouvernements qui devraient développer des stratégies globales.

Toutes les projets, d'inspiration européenne, qui se trouve dans toute l'Europe, que le soutien, par des moyens financiers et juridiques des jeunes jusqu'à 35 ans pour développer des affaires au sein d'un soutien plus large des affaires, le soutien à l'activité économique et développement de la Roumanie.

Toutefois, contenant des dispositions visant à stimuler la création d'emplois, un des exemples étant des régimes d'aides d'État, afin d'assurer un développement économique durable.

Au final est intéressant de mentionner que La Commission Européenne propose une nouvelle stratégie politique «Europe 2020» afin de soutenir l'emploi, la productivité et la cohésion sociale en Europe. En effet, l'Union européenne est actuellement confrontée à une période de transformation, résultant principalement de la mondialisation, du changement climatique et du vieillissement de la population.

De plus, la crise financière de 2008 a remis en cause les progrès sociaux et économiques réalisés par les pays de l'UE. Ainsi, la reprise économique entamée en 2010 doit s'accompagner d'une série de réformes afin d'assurer le développement durable de l'UE au cours de la décennie à venir.

Dans ce contexte la Commission a présenté des initiatives phares qui doivent être mise en place au niveau européen et dans les pays de l'UE, par exemple, l'initiative „jeunesse en mouvement", qui doit notamment permettre d'améliorer la performance du système éducatif, l'apprentissage non formel et informel, la mobilité des étudiants et des chercheurs, mais aussi l'entrée des jeunes sur le marché de l'emploi et la stratégie pour les nouvelles compétences et les nouveaux emplois, qui doit permettre d'améliorer l'emploi et la viabilité des systèmes sociaux. Il s'agit notamment d'encourager les stratégies de flexibilité, la formation des travailleurs et des étudiants.

Pour le 2013 la Commission européenne a proposée pour le Parlement européen une débate „garantie pour les jeunes", qui prévoit que tous les jeunes chômeurs reçoivent une offre d'emploi ou de la qualité l'éducation et la formation. Tel que proposé par la Commission européenne, fera en sorte que tous les jeunes jusqu'à 25 ans bénéficient d'une qualité de l'offre d'emploi, formation continue, un apprentissage ou une recherche d'emploi dans les quatre mois de la sortie du système l'éducation informelle ou au moment de la perte d'emploi.

Cette mesure peut être considérée comme une de plus efficace des mesures actives pour la stimulation de jeunes pour une véritable intégration dans vie économique et sociale de leur pays.

Les États membres devraient créer des partenariats avec les parties prenantes et s'assurer que les services de l'emploi et du travail d'autres partenaires apportent un soutien aux jeunes impliqués à un stade précoce. Garantie pour les jeunes est soutenu par le Fonds social européen et est intégré dans l'emploi du travail de chaque Etat membre.

Conclusions

Les prévisions des experts annonce une évolution de la situation actuelle afin que le chômage pourrait continuer à augmenter parmi les jeunes.



New Challenges of Economic and Business Development – 2013

May 9 - 11, 2013, Riga, University of Latvia

La situation sur le marché du travail des jeunes doit être une priorité pour la politique du gouvernement, sont nécessaires une série de mesures spécifiques faciliter leur intégration dans le marché du travail. Toutefois les compétences sont essentielles pour la productivité et l'Europe doit réagir, étant donné la qualité croissante de l'éducation et offre de compétences dans le monde entier. Les prévisions indiquent que d'ici 2020, plus d'un tiers des emplois de l'UE seront remplis seulement les diplômés du supérieur et seulement 18% des emplois sont disponibles pour les personnes peu qualifiées.

Tous les efforts des états membres de l'Union Européenne sont aussi importants non seulement dans les trois directions qui ont faits le sujet d'analyse de cette étude, mais dans tous les domaines de la vie économique et sociale qui ont d'influence sur l'avenir de jeunes et leur présence sur le marché de travail.

Absorber un grand nombre des jeunes chômeurs dépend de possibilité réelles de chaque pays afin d'encourager les entreprises à accroître l'investissement en capital, la capacité à utiliser efficacement le leviers économiques en crise.

Bibliography

- Alexandru Țiclea, *Traité sur le droit du travail*, éditeur Universul Juridic, Bucarest, 2012.
- Dan Țop *Traité sur le droit du travail*, éditeur Wolters Kluwer, Bucarest, 2008.
- Mircea Vultur et Daniel Mercure, *Perspectives internationales sur le travail des jeunes*, Presses de l'Université Laval, 2011.
- I T Ștefănescu, Ș. Beligrădeanu, *Les grandes questions théoriques et pratiques découlant de dans un délai loi. 40/2011 modifiant et complétant la loi n. 53/2003 Code de travailler*, dans Dreptul nr. 7/2011.
- Fabien Berteloot, *La licence professionnelle, une norme de professionnalisation à l'université*, dans Revue Européenne du Droit Social, no. 1(18)/2013.
- Nicoleta Galetanu, *Cum sunt ajutati tinerii antreprenori sa inceapa o afacere pe cont propriu?* <http://www.newschannel.ro>.
- Charte des droits fondamentaux, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg, 2010.
- Journal Officiel de la Roumanie, Partie I, no. 563 du 9 Août, 2012.
- Communication de la Commission Européenne du 3 mars 2010 intitulée «Europe 2020: Une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive», <http://www.eur-lex.fr>.
- Rapport européen sur la jeunesse publiée le 10 Septembre 2012, http://ec.europa.eu/youth/index_en.htm.
- «Garantie jeunes» une solution de l'UE pour réduire le chômage des jeunes, <http://www.avocatnet.ro>.